COMBAT OUVRIER

Mensuel communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire en Martinique et en Guadeloupe
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe
Pour la reconstruction de la IV^e^ Internationale

Numéro 71 — MERCREDI 9 FEVRIER 1977 — Prix : 1 F

EDITORIAL

Le 13 mars prochain

VOTEZ RÉVOLUTIONNAIRE

LES 13 et 20 mars prochains auront lieu les élections municipales en France et aux Antilles. Les politiciens de la droite, partisans du statut colonial nous promettront monts et merveilles si nous les élisons. La campagne officielle n'a même pas encore débuté que les promesses les plus mirobolantes fleurissent déjà dans les colonnes de leur presse ou sur les ondes radiophoniques. Grâce à la complaisance de FR 3 à leur égard, ces politiciens de droite ont plus souvent la parole que ceux de la gauche, c'est dire à quel point ils peuvent distiller leurs promesses électorales ou vanter leurs quelques rares réalisations municipales. En cela ils sont largement aidés par les membres du gouvernement actuel. En effet, depuis quelques jours, les visites de ministres, secrétaires d'Etat ou de différents leaders de la majorité ne se comptent plus. Il ne fait de doute pour personne qu'il s'agit là de visites ayant comme unique but le succès électoral de la droite.

Quant aux politiciens de la gauche, nous voulons parler essentiellement de ceux du Parti Communiste et du Parti Socialiste, ils ne manqueront pas non plus de nous faire des promesses et de nous vanter leur gestion plus honnête et plus sociale. Un tel nous vantera son programme de développement scolaire, un tel son stade et sa piscine municipale.

Or, nous savons que, quels que soient les résultats de ces élections, rien ne changera au lendemain des municipales. Ce n'est pas sur un bulletin de vote que les travailleurs doivent compter pour changer leur sort. Seule leur lutte a permis aux travailleurs d'améliorer un tant soit peu leur sort. Aux Antilles, chaque augmentation de salaire, le moindre avantage économique ou social s'obtient toujours de haute lutte. Rien n'est gratuit. Rien n'a jamais été le fait de conseillers généraux, maires ou députés.

Travailleurs ! A défaut d'améliorer notre sort, on nous amuse avec les élections. D'élections législatives en élections municipales, en passant par les présidentielles et les cantonales, on nous sert une élection par an. On nous dit chaque fois que c'est par cette élection que notre sort va changer. On cherche à détourner l'attention des travailleurs des luttes en leur jetant de la poudre aux yeux.

Au-delà de leurs divergences, les grands partis de gauche s'entendent avec les partis de droite pour laisser croire que le sort des travailleurs dépend de ces élections.

Alors il faut que les travailleurs montrent qu'ils ne sont pas dupes. Il faut qu'ils montrent qu'ils savent que c'est seulement par leur lutte que leur sort pourrait changer.

C'est pour permettre cette démonstration que les listes de Combat Ouvrier seront présentes dans certaines communes de la Martinique et de la Guadeloupe. Même si les communes où Combat Ouvrier sera présent ne sont pas nombreuses, au moins là les travailleurs peuvent affirmer qu'ils n'acceptent pas la situation coloniale, qu'ils n'acceptent pas le chômage, les bas salaires, l'exil en France et que, pour que cela change, ils ne font pas confiance au bulletin de vote.

Et puis, les listes de Combat Ouvrier permettent de faire une autre démonstration encore. C'est de montrer qu'il existe un courant dans l'opinion publique qui veut l'indépendance des Antilles par rapport à l'impérialisme français. Le fait que ce courant se manifeste, même s'il n'est pas numériquement fort aujourd'hui fera réfléchir le pouvoir colonial. C'est une garantie pour l'avenir.

Voter au premier tour de ces élections pour les listes Combat Ouvrier, là où elles sont présentes, c'est donner un sérieux avertissement à tous les exploiteurs et oppresseurs des Antilles.

Travailleurs, jeunes, femmes, votez pour les listes Combat Ouvrier afin d'exprimer tout haut votre haine du colonialisme et votre profond désir que cela change aux Antilles.

MARTINIQUE :

Les élèves infirmiers en grève contre l'arbitraire

DEPUIS le 25 janvier, les élèves-infirmiers de l'école de Fort-de-France sont en grève.

L'origine de cette grève réside dans le renvoi par le Conseil technique de l'école de deux élèves qui ont tous les deux effectués seize mois de cours sur une scolarité de vingt-huit mois.

Les causes évoquées sont officiellement : manque de conscience professionnelle, de disponibilité, d'habileté manuelle, agressivité, résultats insuffisants en stage.

Les causes non évoquées sont : la volonté bien arrêtée de la direction de l'école comme de celle du centre hospitalier d'empêcher toute idée de contestation, de briser toute volonté de s'organiser de la part des élèves.

Face à l'arbitraire d'une telle mesure, l'ensemble des élèves s'est senti concerné et a compris que la seule réponse valable était : la grève.

La grève a été votée à l'unanimité : un comité de grève composé d'une quinzaine d'élèves a été élu en assemblée générale.

Et le 25, c'est près de cent cinquante élèves qui sont descendus dans les rues de Fort-de-France en scandant les slogans :

— réintégrez nos deux camarades !

— du personnel pour nous former !

Manifestation des hospitaliers en avril 1977

Défilés silencieux à Clarac, Maternité Civil, défilés avec prise de parole, dans les rues, distribution de tracts, communiqués et intervention à la radio : voilà les moyens utilisés tour à tour par les élèves pour informer l'opinion publique.

Lundi 31, la direction du centre décide la fermeture de l'école.

En réponse, les élèves occupent leur école et durcissent leur mouvement.

Les élèves de l'école de Trinité ont manifesté leur solidarité en descendant dans les rues le mardi 1^er^ avec leurs camarades de Fort-de-France crier fort leur colère face à un tel arbitraire. Les syndicats se préparent à manifester leur soutien aux élèves.

Les élèves-infirmiers sont déterminés à gagner leur combat.

Car les élèves avaient bien des raisons de protester à l'école, raisons que le bulletin Combat Ouvrier a eu plusieurs fois l'occasion de dénoncer : mauvaises conditions de formation, brimades incessantes de la part des autorités administratives.

GUADELOUPE :

La division du PC à Capesterre

Le fait dominant de la campagne électorale de Capesterre est sans nul doute la crise survenue au sein du parti communiste guadeloupéen. Après la mort de Lacavé, une querelle interne éclata au sein de la section communiste de Capesterre entre deux membres influents du conseil municipal et du PCG, Alexius de Lacroix et Christian Céleste, ce dernier étant membre du comité central du parti. Cette querelle sur des questions électorales provoqua la démission d'Alexius de Lacroix du PCG et sa candidature « libre » aux élections cantonales, alors que la direction du PCG proposait celle de Céleste. A l'heure où nous écrivons, cette querelle a conduit, aux élections cantonales partielles, à un véritable effondrement du PCG.

Ces deux candidatures divisent toute la section communiste de Capesterre. Bon nombre de travailleurs communistes ou sympathisants se posent des questions et la division des voix ouvrières les inquiète. N'y a-t-il pas un risque de voir la droite profiter de cela pour se renforcer ?

Nous nous garderons bien, pour notre part, de donner tort ou raison à Céleste ou à de Lacroix. En effet le véritable responsable de l'état de choses actuel, c'est la politique menée par la direction du PCG.

Dans les années d'après guerre, certains des éléments qui dirigent aujourd'hui le PC avaient su rejoindre les travailleurs engagés dans de grandes luttes et ils avaient gagné la confiance des ouvriers. C'est bien cela qui avait permis au parti communiste de se créer et de se renforcer. Les années 50 furent des années où l'on voyait les militants communistes à la tête des luttes, en butte à la répression, en particulier au Moule et à Capesterre.

Mais, voilà bien des années que le PCG n'est plus l'animateur et le dirigeant des luttes ouvrières. L'essentiel de son action est entièrement tourné vers la conquête des mandats électoraux et la gestion municipale et

Suite page 3

FEVRIER 74
FEVRIER 77

Les assassins de Patrick Mirval courent toujours

(page 2)

MARTINIQUE

Projet d'extension du port de Fort-de-France

UN CADEAU AUX CAPITALISTES

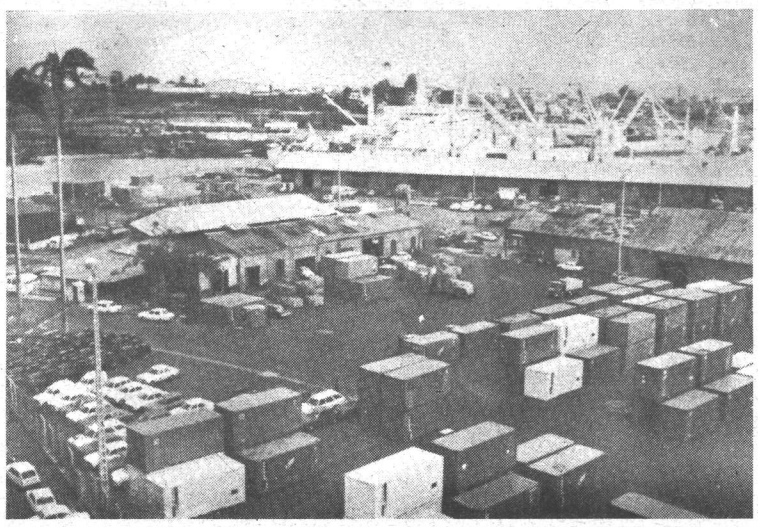
LE projet de création d' « un port d'éclatement » à Fort-de-France, décidé par le gouvernement, a été voté au Conseil général, et déjà un crédit de 27 millions est prévu par le ministère de l'Equipement pour démarrer les travaux.

Bien entendu, le gouvernement et son représentant Stirn ont pris soin, à la veille des élections, de nous présenter la création de ce port industriel comme un signe de développement économique de la Martinique, avec une importante création d'emplois. Ce sont les capitalistes de l'import-export qui bénéficieront des installations ultra-modernes, ces installations facilitant les opérations de chargement et de déchargement ; ce sont eux qui verront leur commerce fructifier et leurs profits s'accumuler. C'est donc eux, en premier lieu, que ce projet intéresse, c'est à eux qu'il est destiné.

Mais si ce port moderne doit profiter aux capitalistes, il ne profitera en rien aux travailleurs, bien au contraire : ce seront eux les victimes. En effet, le système de containers auquel ce port est adapté jettera des centaines de dockers au chômage. D'ailleurs on en voit déjà les effets, puisque ce système, bien que partiellement adopté au port de Fort-de-France, a cependant déjà considérablement diminué le nombre de dockers en activité.

Par ailleurs, l'occasion sera tentante pour les patrons de profiter des licenciements pour affaiblir le syndicat des dockers.

Voilà donc à quoi se résume ce projet : profits pour les patrons, chômage pour les travailleurs. Aussi, lorsque l'on constate que les représentants du Parti Communiste Martiniquais au Conseil général, de Lamon à Gratiant, ont voté ce projet, les travailleurs ne peuvent qu'être méfiants envers ce parti qui prétend défendre véritablement les intérêts de la classe ouvrière.



GREVE DES GARAGES

une victoire des travailleurs

C'est le vendredi 29 janvier qu'a pris fin la grève des garages après plus d'un mois de conflit. Aux travailleurs qui demandaient 15,8 % d'augmentation, les patrons avaient d'abord répondu en faisant une proposition ridicule de 8 % pour les bas salaires et de 5 % pour les hauts salaires. Puis, devant le succès de la grève, ils avaient répondu en faisant donner la police avec l'aide du préfet, bien entendu. Finalement, ils ont dû céder et accorder 12 % d'augmentation. Ce fait, après plus d'un mois de grève très dure est ressenti comme une victoire par les travailleurs des garages.

En effet, ils ont dû lutter et contre les patrons et contre la préfecture colonialiste. Ils ont dû aussi leur victoire au fait qu'ils n'ont pas laissé les dirigeants syndicaux s'occuper de leurs affaires à leur place, qu'ils ont contrôlé eux-mêmes ceux-ci, en participant aux assemblées générales et aux manifestations, ainsi qu'aux piquets de grève.

Une grève qui montre donc le haut niveau de combativité des travailleurs dans la période actuelle.

GUADELOUPE

Basse-Terre : quelle indemnisation ?

DES son arrivée en Guadeloupe, le 20 janvier dernier, Olivier Stirn a annoncé un train de nouvelles mesures décidées par un comité interministériel sur les calamités publiques. Ces mesures concernent la relance économique de la région de Basse-Terre et plus particulièrement les sinistrés.

Stirn a insisté sur l'importance exceptionnelle de cette aide et avancé des chiffres ronflants.

Mais peut-on parler d'indemnisation des sinistrés ? Loin s'en faut.

D'abord en ce qui concerne les salariés, l'indemnisation décidée par le gouvernement est de 5.880.000 F. Or les pertes de salaires sur les 6 derniers mois de l'année 1976, calculées par une commission du Comité Economique et Social sont de 84.025,357 F. En se basant sur ce chiffre, l'indemnisation prévue ne représente que 7 % des pertes subies par les salariés.

La 2e mesure d'indemnisation annoncée concerne les commerçants, les éleveurs et les maraîchers : 450.000 F sont prévus pour les pertes matérielles subies dans ces trois secteurs. Au niveau de l'élevage déà, le cheptel vif était estimé en juillet 1976, à 3.735 bovins et 16.375 caprins, porcins et ovins. Or il est reconnu, selon les mêmes sources, qu'une grande partie de ce cheptel a été perdu. D'après une enquête sur l'emploi datée de 1970, il y avait plus de 800 personnes vivant directement de la pêche, des cultures vivrières et de l'élevage, plus de 300 vivant de l'artisanat et plus de 2 000 du commerce. Dans ces secteurs, les pertes matérielles subies sont considérables, tout particulièrement pour les éleveurs et les maraîchers. Or une indemnisation de 450.000 F sur la base des chiffres de 1970 correspond seulement à 100 F en tout et pour tout par personne, pour les 6 mois d'évacuation...

Si on ajoute à ces deux mesures des facilités de crédit permettant la relance de l'investissement, et une rallonge de 1,8 million sur l'indemnisation accordée à la profession bananière, on a fait le tour des mesures prises en faveur des sinistrés.

C'est peu de chose. C'est même un scandale, quand on sait que le gouvernement porte l'entière responsabilité des conséquences de l'évacuation précipitée puis prolongée pendant 6 mois.

Les gros commerçants, industriels, planteurs de Basse-Terre se sont organisés en Comité de défense des intérêts de Basse-Terre pour être indemnisés. C'est essentiellement en leur faveur que les principales mesures ont été prises. La prochaine échéance électorale n'est pas étrangère à ces décisions tardives du gouvernement. Il n'est pas question pour lui de se mettre à dos des couches sociales qui, dans leur ensemble, lui sont plutôt favorables.

Mais dans la région évacuée pendant 6 mois, il y a des milliers de femmes, de jeunes, de travailleurs qui ont perdu l'essentiel de leurs ressources; une partie importante n'a pas pu retrouver un emploi après 6 mois.

Ceux-là devront compter sur leur propre organisation, comme ils avaient su le faire dans certains centres de réfugiés, au Lamentin et à Ste-Rose, pour exiger réparation des dommages et retrouver du travail.

La seule calamité dans cette affaire a été le gouvernement colonialiste français et il doit payer.

SOUFRIERE

Apprendre à vivre avec un volcan

Plus de deux mois après le retour officiel à Basse-Terre, les habitants de la région se posent toujours des questions en ce qui concerne les mesures de sécurité que devrait prendre l'administration. En effet, mise à part la construction de la route Basse-Terre-Vieux-Fort qui est entreprise, pratiquement rien d'autre n'a été fait jusqu'à présent. Cependant, on ne cesse de nous rebattre les oreilles avec des formules comme : « il faut apprendre à vivre avec le volcan ».

Bien sûr, les scientifiques affirment que l'éruption, si éruption il y a, pourrait être prévue trois jours à l'avance, ce qui laisse suffisamment de temps pour évacuer la population.

Mais pour que cette évacuation puisse se faire dans l'ordre, il faudrait entraîner la population à des exercices d'alerte et lui apporter une information régulière sur l'état du volcan et ce, sous la direction d'un vulcanologue expérimenté. Mais, du fait de l'absence d'information, la population reste à la merci d'un mouvement de panique à n'importe quel moment. Quant au vulcanologue il n'y en a pas à Saint-Charles. D'ailleurs, récemment, Haroun Tazieff signifiait ce fait aberrant dans un télégramme adressé au directeur de publication du « Progrès social ».

La population devra une fois de plus faire entendre sa voix, et c'est seulement ainsi que « apprendre à vivre sur un volcan » deviendra une réalité.

COMBAT OUVRIER

Directeur de publication :
Marie-Eugène ZOZOR
Adresser
toute correspondance :

ANTILLES :
Gérard BEAUJOUR
BP 214
97110 POINTE-A-PITRE
(GUADELOUPE)
ou BP 386
97204 FORT-DE-FRANCE
(MARTINIQUE)

FRANCE :
Combat Ouvrier
BP 80
93302 AUBERVILLIERS

Impression
Graphie-Press
Epinay-sur-Seine
Commission paritaire
N° 51-728

TARIF DES ABONNEMENTS

FRANCE :
— ordinaires 1 an : 12 F.
— sous pli fermé 1 an : 15 F.
ANTILLES :
— sous pli fermé 1 an : 15 F.
ETRANGER : écrire au journal.

Toue versements de fonds, abonnements et soutiens doivent être faits à :

Jocelyn DIBRAC
CCP 32 506-71 La Source

FEVRIER 74 FEVRIER 77 LES ASSASSINS DE PATRICK MIRVAL COURENT TOUJOURS

● 22 février 1974 : il y a trois ans, quelque part, dans une prison dont le nom est tristement célèbre, à Fleury-Mérogis, un jeune Antillais, Patrick Mirval, était assassiné par des gardiens chargés de son transfert.

Depuis lors, justice n'a pas été faite. Malgré les preuves, les assassins demeurent en liberté, impunis.

La mère de Patrick a entrepris de porter l'affaire devant la justice pour que les assassins de son fils soient démasqués. Mais les embûches se multiplient : la justice bourgeoise a pris le parti de ne pas réveiller l'affaire.

Un livre a été écrit sur l'affaire pour tenter de la porter devant l'opinion publique. La justice a préféré l'ignorer alors que ce livre pouvait être attaqué puisqu'il viole le secret de l'instruction.

Mais la justice bourgeoise préfère faire le silence autour de cette affaire de crainte de voir remis en question son système carcéral et l'impunité qu'elle accorde à tous ceux dont elle arme le bras pour défendre sa société foncièrement injuste.

MARTINIQUE : Josmar condamné, un recul partiel de la justice coloniale

● L'affaire Josmar vient de trouver son épilogue avec la condamnation en appel du policier au rasoir à 3 mois de prison avec sursis et 1.000 F d'amende... attribuée au bénéfice du doute, le policier prétendant n'avoir pas eu un rasoir à la main, mais un stylo-feutre !

Si Josmar n'a pas été purement et simplement acquitté et lavé de tout soupçon, c'est bien à cause de la protestation unanime et véhémente de l'opinion publique et de toutes les manifestations qui eurent lieu pour dénoncer les pratiques de gangster de la police coloniale.

Devant cette mobilisation générale, l'administration coloniale et la préfecture ont dû reculer quelque peu : il ne leur était guère possible de soutenir ouvertement l'un de leurs hommes de main qui a poussé « l'exercice de ses fonctions » un peu trop loin, le maladroit !

GUYANE : Tracasseries policières contre les anticolonialistes

● En Guyane, un certain nombre de militants anticolonialistes sont actuellement visés par la justice coloniale. Des procès ont notamment été intentés contre Jaue Guy, membre du MOGUYDE (Mouvement guyanais pour la décolonisation), Sylver, vice-président de la Jeunesse Active et Raymond Charlotte, directeur du journal « Caouca » et secrétaire du FNLG.

Ce dernier est accusé de diffamation. Quant à Jaue Guy, on exigeait de lui qu'il témoigne contre quelqu'un, pour une affaire de fausse identité où il n'avait rien à voir. Ayant refusé, il s'est vu assigner à résidence. Aux dernières nouvelles, le procès a abouti à un non-lieu.

Visiblement, tous ces procès sans fondement sont des mesures cherchant à intimider les militants anticolonialistes guyanais.

Contre ces mesures policières, Combat Ouvrier est entièrement solidaire des anticolonialistes guyanais.

MARTINIQUE

Le PPM : un radicalisme de façade

DANS la période actuelle, un parti se fait remarquer par son activité : le PPM. « Le Progressiste », organe de ce parti, s'est adjoint un supplément hebdomadaire pour les élections; les attaques contre la droite et le colonialisme français y fourmillent. De nombreuses réunions sont tenues avant même l'ouverture de la campagne électorale.

Voilà donc un parti qui semble bien radical, dans la période actuelle. Il faut remarquer cependant que le PPM est coutumier de ce fait. Sans remonter très loin en arrière on n'a qu'à penser aux législatives de 1973, ou aux cantonales de 1976. Au lendemain de ces élections, tout cet activisme avait laissé la place au train-train quotidien.

Car la nature du PPM, en dépit de ses phrases révolutionnaires n'a pas changé. Toute cette activité se résoud à un appel bien simple dans l'immédiat : voter Césaire. C'est un parti électoraliste dont les objectifs se limitent à avoir le maximum d'élus.

Mais le PPM, dont le mot d'ordre est : Autonomie Pour la Nation Martiniquaise, ne vise nullement à transformer la société. Il s'agit bien plutôt d'apparaître en face du colonialisme comme la force principale de gauche, au lieu et à la place du PCM, en se présentant dans un maximum de communes tout seul, ou en alliance avec les autres partis de gauche.

Ainsi, se présentant comme le principal parti martiniquais, le PPM ne fait que de lointaines et polies références à la classe ouvrière. Il se dit plutôt le parti de tous les Martiniquais contre le colonialisme.

La raison du radicalisme passager du PPM est donc toute simple : apparaître en bonne position pour négocier le cas échéant avec le colonialisme français.

Les travailleurs n'ont pas à compter sur un tel parti pour les libérer. Ils n'ont à compter que sur eux-mêmes, leur capacité d'organisation et de lutte.

La droite et le pouvoir main dans la main

APRES le récent défilé de ministres et d'anciens ministres d'André Bord à Nicole Pasquier, en passant par Alexandre Sanguinetti et Jean-Pierre Soisson, c'était à Stirn de clôturer (provisoirement ?) la liste des promesses en tous genres qui nous ont été faites par ces messieurs-dames.

Stirn a promis « une offensive économique tous azimuts », dont : la suppression de l'amendement Hardy, qui gêne les producteurs de rhum, une société d'investissements à capitaux essentiellement martiniquais, ainsi que le développement du port industriel de Fort-de-France. Aux chômeurs, il a promis des emplois, aux marins-pêcheurs la détaxe du carburant, aux artisans des primes et... son appui !, aux agriculteurs il a promis qu'il veillerait aux prix de la tonne de canne, et aux femmes qu'il s'occuperait de leurs problèmes particuliers. Bref, il a promis tout, à tout le monde, car il est bien connu que les promesses, ça ne coûte pas cher et que c'est bien utile pour berner le bon peuple !

Stirn est en effet venu soutenir les candidats de la majorité, et plus particulièrement son poulain Valère qui couve d'un œil jaloux et plein de convoitise la municipalité de Fort-de-France.

Avec Stirn, c'est le gouvernement français, qui met tout son poids dans la balance pour faire pencher celui-ci du côté de la droite, avec à sa disposition tous les moyens d'information. Cette propagande est d'autant plus indécente que la gauche, elle, n'a accès ni à l'antenne de FR 3-Martinique, ni aux colonnes de France-Antilles, sauf pour y être calomniée ou injuriée.

Outre cette propagande officielle, le torchon hebdomadaire « ZOUTI » se fait tout particulièrement remarquer par ses attaques hargneuses et hystériques contre la municipalité de Fort-de-France, tandis que « CARIB-HEBDO », lui, se charge de colporter d'une manière plus subtile les idées de la majorité.

Valère, quant à lui, n'a pas lésiné sur les moyens. Il a envoyé une lettre à chacun des quelques 46 000 électeurs de Fort-de-France pour leur demander leur avis sur l'équipe municipale en place, et solliciter leur appui à sa candidature.

Ainsi les millions ont commencé à valser, les flots de promesses à nous inonder, les tambours de la propagande officielle à nous abrutir. A ce déploiement sans pudeur et sans retenue des batteries réactionnaires, on mesure l'importance que la droite accorde à ces élections.

Menées préfectorales contre les communes de gauche

SUR ordre du préfet, le tribunal administratif a annulé les opérations de révision de listes électorales dans quatre communes : Ajoupa-Bouillon, François, Saint-Esprit, et Rivière-Pilote.

Or, comme par hasard, il s'agit de quatre communes de gauche (Ajoupa-Bouillon : GRS, François : PS, Saint-Esprit : PCM, Rivière-Pilote : gauche nationaliste), communes que la droite va tenter de prendre d'assaut aux prochaines élections. Et justement, il s'agit pour cette droite d'affaiblir dès maintenant, électoralement parlant, l'adversaire, en le couvrant de tracasseries administratives. La préfecture, dans le souci de venir en aide aux candidats de droite, a donc fait déclarer non-valables les listes électorales de ces communes.

Le procédé est si visible qu'il a même donné lieu à de grossières manœuvres de la part de la préfecture. Ainsi, à l'Ajoupa-Bouillon, le délégué préfectoral chargé de réviser les listes s'est trouvé en désaccord avec son chef puisqu'il a jugé régulières les opérations de révision, et a ratifié les listes !... Peut-être n'était-il pas au courant des ordres de la préfecture !

Mais au François, le préfet a su éviter une erreur aussi regrettable. En effet, pour plus de sûreté, il a nommé comme délégué de l'administration chargé de réviser les listes, un personnage connu pour son appartenance à la droite. Il s'agit en effet d'un adversaire connu du maire du François, qui à plusieurs reprises a fait campagne contre lui, a régulièrement été battu, et sera encore cette fois certainement sur la liste adverse. Evidemment, le préfet ne pouvait choisir meilleur représentant pour servir ses fins... et l'on voit ce qu'il en est de la prétendue neutralité des représentants de l'administration !

En France : atmosphère électorale

LA France, à l'heure actuelle, vit dans une atmosphère de campagne électorale. Tous les milieux politiques à droit comme à gauche n'ont plus que cette seule préoccupation : préparer les prochaines élections. Les municipales n'ont pas encore eu lieu que s'est déjà ouverte la campagne pour les législatives de 1978. Chacun cherche à s'assurer de son électorat.

La droite a donné le ton. On s'entredéchire au sein de la majorité présidentielle. Chirac défie Giscard et maintient sa candidature à la mairie de Paris contre d'Ornano, le candidat pressenti par Giscard. Tous ces politiciens jouent sans vergogne leur carte personnelle ; car l'enjeu est de taille. On a laissé au vestiaire les grands discours politiques qui ne font illusion à personne. C'est la mêlée autour du gâteau parisien. C'est la chasse ouverte à de nouvelles sinécures.

Tout ce tapage électoral, s'il n'est pas concerté, n'en tombe pas moins bien à propos. En engageant le pays dans une campagne électorale à longue échéance, les partis de droite semblent vouloir distraire la galerie, et détourner la classe ouvrière d'une préoccupation réelle et toujours actuelle : la crise dont elle fait les frais.

Mais si ce calcul est en passe de réussir, c'est que les partis de la gauche traditionnelle (PC-PS), loin de s'opposer à la surenchère électoraliste, emboîtent le pas aux partis de la droite.

Loin d'appeler les travailleurs à la lutte, seul moyen de tenir en échec l'offensive patronale et gouvernementale, les partis de gauche ont résolu de jeter la classe ouvrière dans l'ornière que constituent les élections...

Quant aux syndicats, pendant de longs mois, ils sont restés inactifs. Et quand ils se réveillent c'est pour organiser une grève dans la Fonction publique en ordre dispersé.

L'absence de riposte ouvrière est manifeste de la volonté des syndicats d'éviter tout affrontement. La gauche et les syndicats qui sont représentatifs de la classe ouvrière sacrifient les intérêts de la classe ouvrière à leur désir de plaire à la bourgeoisie.

Le champ est désormais libre pour que Barre puisse faire passer son programme d'austérité. Le gouvernement se sent en position de force. Et Barre peut avec insolence parler de « nécessaires licenciements », peut annoncer avec fracas le succès de son plan. Il ne craint pas de provoquer la moindre réaction.

La classe ouvrière a la force de faire reculer la bourgeoisie et son plan d'austérité, mais en refusant sa confiance à des organisations qui la désarment et en se préparant à la lutte.

Capesterre (Guadeloupe) : DIVISION DU PCG

Suite de la page 1

c'est cette politique-là qu'il a inculquée à ses militants, leur imprimant un comportement individualiste et élecoraliste, un comportement de notable. Cette politique du PC en Guadeloupe a ouvert la voie aux luttes intestines n'ayant pour seul objet que l'ambition que nourrissent ses dirigeants pour quelques postes électoraux.

Actuellement, de nombreux secteurs ouvriers échappent à la propagande du PC et le parti est absent de bien des grandes luttes qui se déroulent en Guadeloupe en particulier dans la canne.

A Capesterre, la section syndicale de la banane qu'il contrôle est désorganisée, les travailleurs des plantations n'ont souvent aucune organisation syndicale et celles qui existent ont été mises sur pied par d'autres que les militants liés au PC. De même, dans les grèves et les actions menées par les travailleurs des plantations depuis plusieurs années, on chercherait en vain les militants communistes qui soutiennent ces luttes.

Cette politique est actuellement en train de discréditer le Parti communiste guadeloupéen aux yeux de bon nombre de travailleurs et même sur le plan électoral. C'est ainsi qu'à St-Anne un canton dirigé par un responsable du PC est tombé, lors des élections cantonales de mars 1976, aux mains de l'UDR. Au Moule, commune de fondation du PC il n'y a pas aujourd'hui une dizaine de militants communistes.

La meilleure façon pour que le discrédit du PCG n'entraîne un recul pour la classe ouvrière est de lutter pour construire un parti qui soit véritablement révolutionnaire et communiste, un parti entièrement tourné vers l'organisation de la classe ouvrière, le redressement syndical, le développement et le succès de toutes les luttes ouvrières contre le capitalisme et le colonialisme français.

COMBAT OUVRIER DANS LES PARTIELLES

Notre tendance a présenté un candidat le 6 février à Capesterre. Il s'agissait d'élections partielles nécessitées par le décès du maire et conseiller général Paul Lacavé.

Huit candidats étaient en présence. Celui de Combat Ouvrier a obtenu 83 voix, soit 1,68 % des suffrages exprimés. Ce résultat, bien qu'encourageant car il montre l'existence d'un courant qui s'est compté sur les candidats révolutionnaires, est cependant très faible et il montre tout le chemin qui reste à parcourir. La tâche à accomplir reste immense. Nous l'avons déjà entreprise. Nous ne pouvons évidemment que la continuer afin que les idées communistes révolutionnaires pénètrent plus profondément parmi les travailleurs, cela d'autant plus qu'on assiste dans la région de Capesterre à un véritable effondrement électoral du PCG. Le candidat du PCG n'a en effet obtenu que 6,55 % des suffrages exprimés, la grande majorité des électeurs habituels du PCG ayant dédaigné le candidat officiel du PCG pour voter pour le premier adjoint, de Lacroix. Celui-ci, en opposition avec le PCG sur le choix de Céleste comme candidat, avait présenté sa propre candidature, tout en quittant le PCG.

Les électeurs en votant massivement pour de Lacroix ont condamné et le choix et les méthodes antidémocratiques et méprisantes du PCG pendant la campagne électorale.

Il restera donc qu'après ces élections et les municipales qui suivront, des centaines de travailleurs qui faisaient confiance au PCG seront détournés de lui.

Rhodésie

La lutte seule contraindra Ian Smith à laisser la place

EN Rhodésie, la voie de l'accession au pouvoir de la majorité noire par la négociation, dont on avait tant parlé, apparaît clairement désormais comme une fiction. Les négociations qui s'étaient ouvertes à Genève ont tourné court, et les activités de guérilla des nationalistes zimbawé ont repris de plus belle.

Pour Ian Smith, ces négociations n'ont été qu'une tentative de supercherie pour légitimer aux yeux du monde la domination des 270 000 Blancs dont il est le dirigeant, sur la majorité noire forte de 6 millions de personnes. Le seul changement qu'il se déclare prêt à accepter, c'était ceci : un gouvernement comprenant davantage de ministres noirs, certes, mais au sein duquel les Blancs conservent l'armée et la police. Et ce gouvernement, en fait fantoche, soumis au contrôle d'un conseil d'Etat dont lui, Smith, serait le président.

En contrepartie de ces quelques strapontins aux Africains, il aurait voulu que toute activité de guérilla cesse.

Ian Smith est d'autant plus intransigeant que l'impérialisme américain, qui s'est déclaré par la bouche de Kissinger pour un passage de pouvoir des mains des racistes de Smith à un gouvernement nationaliste africain modéré, n'a pas l'intention d'imposer cette solution de force.

Même s'il pense qu'on peut plus facilement tromper les exploités noirs par un gouvernement d'Africains que par le régime ségrégationniste, l'impérialisme laisse à Ian Smith tout son temps. Et ceci d'autant plus que les puissances occidentales ont du mal à définir celle parmi les organisations nationalistes africaines rivales à qui elles pourraient faire confiance. Mais l'évolution des choses ne tient pas que de Ian Smith ou des Américains. La lutte seule avait contraint Smith à venir à la table des négociations. Et même si ces négociations ont tourné court, cela constituait déjà en soi un signe que les racistes de Rhodésie avaient perdu de leur superbe. C'est en continuant dans cette voie que le peuple zimbawé pourra en finir avec ce régime inique.

Les travailleurs des DOM en France

Hôpital de la Salpétriere

Nous avons déjà dénoncé les injustices (jours de repos supprimés, brimades de toutes sortes) que subissent les travailleurs — dont la majorité sont antillais — à la cuisine de l'hôpital de la Salpétrière.

Cette fois les chefs sont allés plus loin, ils ont, sans preuve, accusé deux Antillais d'avoir volé de la viande alors qu'ils la transportaient de la Salpêtrière à La Pitié. Les chefs espèrent, en faisant prendre une sanction contre ces travailleurs, terroriser le personnel de la cuisine pour mieux le brimer. Or ces deux agents sont innocents. Ils n'assistent jamais aux pesées de la viande faites deux heures avant et deux heures après le transport.

Enfin, chose caractéristique, le chef cuisinier n'a pu trouver que des chefs comme lui pour accepter de porter une si grave accusation. Il avait essayé d'obtenir le témoignage de cuisiniers. Tous avaient refusé. C'est tout cela qu'explique une pétition que les travailleurs de la cuisine font circuler pour défendre leurs deux camarades et aussi pour exprimer leur désaccord avec les méthodes de leurs chefs. Que ces derniers ne croient pas pouvoir impunément étouffer la dignité des travailleurs.

Pas de personnel : pas de mutation, pas de démission

Le manque de personnel dans les hôpitaux parisiens déjà en soi scandaleux a pour nous, travailleurs antillais, des conséquences particulières.

Ainsi à Sainte-Anne, hôpital psychiatrique de Paris, il nous est pratiquement impossible de nous en aller. Supposons que nous trouvions un poste dans un hôpital psychiatrique aux Antilles, la solution serait alors de démissionner de Sainte-Anne afin d'intégrer l'autre poste. Mais voilà, la direction de l'hôpital arguant le manque de personnel fixe en général un délai et si, nous ne pouvons ou ne voulons l'accepter, alors notre départ est considéré comme un abandon de poste. Ce qui veut dire qu'il nous devient pratiquement impossible de prendre l'autre emploi.

Hôpital psychiatrique de Villejuif

A l'hôpital psychiatrique de Villejuif dans la banlieue parisienne, des travailleurs se sont regroupés pour former une commission antillaise. C'est pour réagir contre une ambiance et des incidents racistes que cette décision a été prise.

Un médecin-chef, en particulier, déclarait ouvertement que les Antillais ne devaient pas soigner des malades blancs. A la suite de l'intervention de la commission, les incidents racistes ont cessé, et le médecin-chef est en instance d'être muté.

Mais la commission continue de vivre, réunissant régulièrement les travailleurs antillais dont elle dénonce les conditions d'immigrés, d'exploités qui leur sont faites.

Un cahier de revendications doit être élaboré. Cette commission, composée de travailleurs antillais pense que ceux-ci ont des problèmes spécifiques mais qu'ils doivent aussi, en tant que travailleurs, être partie prenante de toutes les luttes des travailleurs français.

Enfin, la commission antillaise affirme sa solidarité avec les travailleurs aux Antilles.

Ceux de Villejuif montrent l'exemple, gageons que partout ailleurs, dans les autres hôpitaux, comme dans les centres de tri, les autres travailleurs sauront leur emboîter le pas.

« ZISTOIR CHRISTIAN », MES-AVENTURES

Un témoignage, le journal d'un travailleur réunionnais, sa vie sur l'habitation puis à l'usine sucrière et enfin l'émigration en France avec toutes les déceptions et les déboires qui l'accompagnent. Un véritable réquisitoire contre les méfaits du colonialisme. Le texte est publié en créole et en français. A lire.

« Zistoir Christian »

Mes-Aventures, histoire vraie d'un ouvrier réunionnais en France, de Christian - Editions F. Maspéro.

LA FRANCE MÈRE PATRIE...

LES RÉUNIONNAIS AUSSI

Le seul énoncé des difficultés qu'ont connues deux jeunes Réunionnais actuellement à Dijon est une accusation contre le système colonial qui impose aux travailleurs tant antillais que guyanais ou réunionnais l'émigration, l'exil.

Avant d'arriver en France, ces jeunes ont dû se rendre à Madagascar pour suivre un stage de préformation. Là, quatre-vingts jeunes sont regroupés avec seulement 50 F par mois en plus de la nourriture et du logement.

Tous les mois, une « cargaison » de quarante d'entre eux est dirigée vers la France où, dans un foyer inconfortable du BUMIDOM de Lyon ou de Marseille, ils doivent attendre, parfois huit mois, qu'il y ait une place de libre dans un centre de formation professionnelle pour adultes (FPA) dans la région où ils se trouvent.

Ne parlons pas de la déception qu'il y a à découvrir qu'à un stage d'installation thermique on apprend à installer des appareils de chauffage, c'est-à-dire à travailler dans un pays froid. Cela, le BUMIDOM qui avait acheminé ces jeunes au centre de FPA de Dijon s'était bien gardé de l'expliquer. De toute façon, aucun choix n'était proposé.

Après le stage, ces deux jeunes ont essayé de venir à Paris où il y avait du travail dans leur spécialité. Mais le BUMIDOM, à qui ils s'adressaient pour des problèmes de logement, a tout fait pour les obliger à rester à Dijon, leur faisant même croire qu'il y avait du travail pour eux. Il n'en était rien et ces deux camarades vont accepter de travailler deux mois dans une entreprise qui ne les paiera pas.

Ce récit se passe de commentaires. Au-delà du problème de l'émigration, il met en cause l'administration et son annexe le BUMIDOM, soucieux de disperser « ceux des DOM » à travers la France, quitte à les abandonner aux mains de patrons peu scrupuleux.

Le BUMIDOM fournit de la main-d'œuvre aux négriers

En juillet 1976, sept jeunes Réunionnais débarquaient en France, dans la région de Dijon. Ils avaient une promesse d'emploi à 13,50 F de l'heure, chez Ravetto, entreprise du bâtiment. C'est du moins ce que leur avait dit le bureau du Bumidom en Réunion, bureau qui s'est chargé de les envoyer en France.

Pour commencer, ces sept jeunes, ignorant pratiquement tout de la vie en France, ont été dispersés sur les chantiers de deux villes différentes. Bientôt le bruit court que la paye n'est que de 9,20 F. De plus, chacun d'eux fait le travail de plusieurs maçons, dans de très mauvaises conditions.

Après trois semaines pour certains, un mois pour d'autres, ces camarades décident de demander leur compte. Le patron remet à ceux de Dijon un chèque de 14 F.

Il affirme que la somme de 750 F qui leur avait été versée comme acompte complète le salaire. Les autres maçons ne sont pas davantage payés.

Il y a eu là escroquerie et même double escroquerie. Tout d'abord, que dire d'une paye de 764 F pour trois semaines ? Mais, ce qui est plus grave, est qu'il s'est avéré que les 750 F représentaient une aide du Bumidom. On peut se demander pourquoi le Bumidom qui connaissait l'adresse de ces jeunes a chargé un tel individu de transmettre son aide ? Par ailleurs, ces camarades réunionnais s'étaient plaints au Bumidom et avaient reçu la promesse que cet organisme s'occuperait du problème. Cela date d'août 1976. Aujourd'hui, ils n'ont encore reçu aucune nouvelle.

Le peu d'empressement que met ce bureau à obtenir réparation pour ces jeunes pourrait amener certains à le soupçonner de complicité.